

## Impôt, ce qui vous attend en 2017

Si le prélèvement à la source tient le haut de l'affiche, d'autres mesures fiscales vont impacter le budget des particuliers comme le développement des activités professionnelles. Après examen par le Conseil constitutionnel, les lois de finances de fin d'année, expurgées des quelques dispositions annulées, ont été publiées au Journal officiel du 30 décembre 2016. Voici l'essentiel de ce qu'il faut retenir parmi les presque cent cinquante mesures fiscales adoptées.

Chaque loi de finances apporte tous les ans son lot de mesures nouvelles. Et cette année, nous sommes gâtés puisque deux lois ont été publiées au Journal officiel le même jour (le 30 décembre 2016) : la loi de finances pour 2017 et la loi de finances rectificative pour 2016. La première détermine le plan de marche de l'État pour l'année à venir, autrement dit le budget, avec d'un côté les ressources et de l'autre les charges prévues. Alors que la seconde, appelée aussi « collectif » budgétaire, réajuste les prévisions de la loi de finances initiale. Mais pour un néophyte, ces lois se ressemblent beaucoup et prennent rapidement la forme d'un inventaire « à la Prévert », tant les dispositions qu'elles contiennent sont multiples et variées.

Pour 2017, pas de quoi bouleverser la fiscalité des entreprises et des libéraux. Si la loi de finances pour

2017 est certes moins épaisse que les années précédentes, elle recèle à l'article 60 la réforme emblématique du quinquennat, à savoir la mise en place du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu à l'horizon 2018 (voir notre article en page 11). Mais au-delà de cette importante question, il ne faut pas oublier les autres nouveautés, dont certaines pourraient alléger votre facture fiscale et d'autres au contraire l'alourdir. Serez-vous gagnant ou perdant ? nos réponses vous éclaireront.

Rien d'anodin en revanche dans les mesures contenues dans la loi de finances rectificative pour 2016. Elle est incontestablement plus ambitieuse. Et particulièrement riche en innovations. Témoin la nouvelle procédure de contrôle de votre comptabilité, plus ciblée et mieux adaptée aux nouvelles technologies.

SUPPLÉMENT  
DÉTACHABLE



A.G.A-PL.FRANCE

## Fiscalité des ménages, les principales nouveau

### Évolution du barème de l'impôt sur le revenu

En 2017, autrement dit pour l'imposition des revenus de 2016, les limites des tranches du barème de l'impôt sur le revenu sont revalorisées du montant de la hausse des prix hors tabac attendu pour 2016, soit 0,1 %. Le barème d'imposition est donc le suivant (voir tableau ci-dessous).

### Revalorisation des seuils, plafonds ou abattements

Pour le calcul du montant imposable des revenus ou de l'impôt, certains seuils et limites sont revalorisés, chaque année, dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème d'imposition. Ces seuils et limites sont donc relevés de 0,1 % pour l'impôt sur les revenus de 2016. Pêle-mêle,



citons ceux ayant trait à la déduction forfaitaire de 10 % sur les salaires ou l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites, l'abattement sur le revenu imposable des personnes âgées ou invalides, mais aussi le plafond des frais d'entretien d'un ascendant ou d'un descendant, sans oublier la contribution à l'audiovisuel public. Une exception est cependant à noter : le

barème de l'ISF de 2017 est identique à celui de l'an dernier (patrimoine net taxable au-delà de 1 300 000 €).

### Une réduction d'impôt de 20 % pour les classes moyennes

Conformément aux annonces faites par le gouvernement en septembre 2016, la loi de finances 2017 intègre

## Impôt sur les revenus de 2016

Barème		Calcul de l'impôt brut *	
Tranches <sup>(1)</sup>	Taux	Quotient R/N <sup>(1)</sup>	Impôt brut <sup>(2)</sup>
Jusqu'à 9 710 €	0 %	Jusqu'à 9 710 €	—
De 9 710 € à 26 818 €	14 %	De 9 710 € à 26 818 €	$(R \times 0,14) - (1\,359,40 \times N)$
De 26 818 € à 71 898 €	30 %	De 26 818 € à 71 898 €	$(R \times 0,30) - (5\,650,28 \times N)$
De 71 898 € à 152 260 €	41 %	De 71 898 € à 152 260 €	$(R \times 0,41) - (13\,559,06 \times N)$
Au-delà de 152 260 €	45 %	Plus de 152 260 €	$(R \times 0,45) - (19\,649,46 \times N)$

\* Une contribution exceptionnelle de 3 % et 4 % s'applique si le revenu fiscal de référence excède 250 000 € (contribuables seuls) ou 500 000 € (couples)

(1) Pour une part de quotient familial

(2) Dans cette formule simplifiée habituellement retenue par l'administration, R représente le revenu imposable et N le nombre de parts. Mais, pour bon nombre de contribuables, cette formule simplifiée ne permet pas d'obtenir le montant brut de l'impôt sur le revenu puisqu'elle ne prend en compte ni la décote réservée aux personnes les plus modestes, ni le plafonnement des effets du quotient familial.

une réduction d'impôt sur le revenu de 20 % pour les foyers ayant un revenu fiscal de référence inférieur à certaines limites. Ce plafond, qui est fixé à 18 500 € pour un célibataire, est doublé pour les couples et augmenté de 3 700 € par demi-part. Mais pour éviter tout effet de seuil, un lissage des effets de la mesure est mis en place jusqu'à 20 500 € pour la première part de quotient familial (célibataires, divorcés ou séparés, veufs) et de 41 000 € pour les deux premières parts de quotient (couples mariés, pacsés ou veufs). Dès ce mois de janvier 2017, les contribuables mensualisés peuvent d'emblée profiter de la mesure et ceux réglant leurs impôts par tiers en bénéficieront dès février 2017. Ainsi, chaque mensualité (ou tiers) sera diminuée automatiquement de 20 %.

### Emploi à domicile : le même bonus fiscal pour tous

L'avantage fiscal accordé au titre de l'emploi d'un salarié à domicile prend

actuellement la forme d'un crédit d'impôt pour les contribuables en activité ou en recherche d'emploi et d'une réduction d'impôt pour les personnes retraitées. Rappelons que, selon la forme de ces avantages fiscaux, l'impact financier n'est pas du tout le même. Explications. En présence d'une réduction d'impôt, si le montant de cette dernière excède l'impôt dû, l'excédent n'est pas restitué au contribuable. Tandis que dans le cadre d'un crédit d'impôt, si celui-ci excède l'impôt dû, l'excédent fait l'objet d'une restitution. Une situation pénalisante pour les personnes retraitées donc. À compter de l'imposition des revenus de 2017, cette injustice devrait être réparée puisqu'il est prévu que le bonus fiscal prenne la forme d'un crédit d'impôt pour tous les contribuables. Une bonne nouvelle tempérée par le fait que les retraités non-imposables ne profiteront du remboursement qu'en septembre 2018, à la liquidation de l'impôt final.

## Fiscalité des entreprises : quelques réglages et un nouveau mode de vérification

### Amortissement des véhicules de tourisme : des plafonds gradués

Est-il nécessaire de rappeler que le plafond de déductibilité de l'amortissement des véhicules de tourisme est actuellement fixé à 18 300 € (et à 9 900 € pour les véhicules dont le taux d'émission de gaz carbonique est supérieur à 200 grammes par kilomètre) ? Eh bien vous pouvez l'oublier, en tout cas pour les acquisitions à venir. La loi de finances pour 2017 contient en effet une importante nouveauté. Ce dispositif est remplacé par plusieurs plafonds de déductibilité, en fonction du taux d'émission de CO<sub>2</sub> ; ils vont de 9 900 € à 30 000 €. En clair, pour les véhicules de tourisme acquis ou loués à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, le plafond de déduction fiscale de l'amortissement

### Amortissement et loyers des véhicules de tourisme : limites en fonction du taux d'émission

Véhicules acquis ou loués en 2017	Véhicules acquis ou loués en 2018	Véhicules acquis ou loués en 2019	Véhicules acquis ou loués en 2020	Véhicules acquis ou loués à compter du 1.01.2021
< 20 g/km	< 20 g/km	< 20 g/km	< 20 g/km	< 20 g/km
30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €
≥ 20 g/km et < 60 g/km	≥ 20 g/km et < 60 g/km	≥ 20 g/km et < 60 g/km	≥ 20 g/km et < 60 g/km	≥ 20 g/km et < 60 g/km
20 300 €	20 300 €	20 300 €	20 300 €	20 300 €
≥ 60 g/km et ≤ 155 g/km	≥ 60 g/km et ≤ 150 g/km	≥ 60 g/km et ≤ 140 g/km	≥ 60 g/km et ≤ 135 g/km	≥ 60 g/km et ≤ 130 g/km
18 300 €	18 300 €	18 300 €	18 300 €	18 300 €
> 155 g/km	< 150 g/km	< 140 g/km	< 135 g/km	< 130 g/km
9 900 €	9 900 €	9 900 €	9 900 €	9 900 €

est augmenté s'agissant des véhicules les moins polluants et, à l'inverse, diminué progressivement pour les plus polluants (loi de finances pour 2017, art. 70).

### Achat de logiciels : suppression de l'amortissement exceptionnel

Le dispositif d'amortissement exceptionnel des achats de logiciels est abrogé. Plus précisément, les logiciels acquis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 ne peuvent plus faire l'objet de ce mode

d'amortissement sur douze mois. Ces logiciels seront donc amortis selon les règles de droit commun. Notons toutefois que cette mesure n'affecte pas la doctrine fiscale selon laquelle l'acquisition d'un logiciel d'une valeur unitaire hors taxes n'excédant pas 500 € peut être passée directement en charge.

### CICE : relèvement du taux

Les entreprises imposées d'après le bénéfice réel peuvent bénéficier d'un

« crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi », le fameux CICE, à raison des rémunérations qu'elles versent à leurs salariés au cours de l'année civile. Pour mémoire, on rappelle que l'assiette du CICE est constituée des rémunérations brutes qui n'excèdent pas 2,5 SMIC. Pour les rémunérations versées depuis 2014, son taux était de 6 %. Pour les rémunérations versées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, il passe à 7 %. En revanche, le taux de 9 % est maintenu pour les entreprises exploitées dans les DOM. ■

## NOUVEAU : LE CONTRÔLE DES COMPTABILITÉS INFORMATISÉES

**La loi de finances rectificative pour 2016 prévoit une nouvelle procédure pour que l'administration obtienne, si elle le souhaite, le fichier des écritures comptables (FEC), sans se déplacer.**

Une nouvelle procédure de contrôle est créée. Elle permet à l'administration de demander à l'entreprise ou au cabinet libéral sa comptabilité sous forme dématérialisée et de procéder à son examen depuis les bureaux des services des impôts. Autrement appelé « examen de comptabilité », il sera un dispositif intermédiaire entre la vérification générale de comptabilité, très lourde, et le contrôle sur pièces à partir des éléments dont l'administration dispose déjà. Il ne vise, pour le moment, que les structures qui tiennent leur comptabilité au moyen de systèmes informatisés.



### Un contrôle opéré à distance

Cette nouvelle modalité d'investigation s'effectuera à partir du fichier des écritures comptables (le FEC) communiqué par l'entreprise. Rappelons qu'aujourd'hui, la procédure prend la forme d'une vérification générale ou ponctuelle, souvent longue, qui pénalise l'entreprise. Si cette simplification évite le déplacement d'un vérificateur sur place, il faudra toutefois veiller à ce qu'elle permette toujours autant d'échanges avec lui, au motif qu'en pareille circonstance, les explications, voire les justifications, sont essentielles.

### Quinze jours pour envoyer le FEC

Concrètement, l'administration informera le contribuable du contrôle par l'envoi d'un avis d'examen de comptabilité. Ce dernier précisera la période faisant l'objet de cet examen et mentionnera que le contribuable a la faculté de se faire assister par un conseil de son choix. En retour, le contribuable adressera à l'administration, sous quinze jours, une copie des fichiers des écritures comptables

conformes aux normes prévues à l'article L. 47 A-1 du livre des procédures fiscales. Gare aux sanctions, car si dans ce délai le contribuable ne transmet pas le ou les fichiers demandés, il est passible d'une amende de 5 000 €.

### Six mois pour conclure

Dans les six mois, le contribuable est informé des résultats de l'examen de la comptabilité et, le cas échéant, de la fin de la procédure en l'absence de rehaussement.

*Avoir un fichier des écritures comptables bien tenu est donc un impératif pour les indépendants et autres professionnels libéraux qui feront face à ce contrôle fiscal version 2017.*